



CASSE DE NOTRE STATUT :

Soyons inflexibles !

Qui sommes-nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par des militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant(e)s de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique.

Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tous(tes) les salarié(e)s, du public et du privé.

► Décret De Robien : Un plan social déguisé

Après la décentralisation des TOS, la casse du statut des MI-SE (qui a introduit des dizaines de milliers de salariés précaires sous la coupe du chef d'établissement et des CPE), le gouvernement s'attaque aux profs du 2nd degré. L'objectif est de récupérer les milliers de postes supprimés en augmentant la charge de travail, en flexibilisant géographiquement, en supprimant des décharges, en imposant la bivalence, voire la trivalence pour les PLP, en ajoutant des heures supplémentaires pour les profs dont les effectifs par « groupes » sont en deçà de 20 élèves.... Et De Robien d'ajouter la carotte de la prime, individualisant la carrière, comme si déjà tout le système infantilisant de l'Inspection ne suffisait pas avec les petits et grands choix, les hors classe !

Ce ministre comme les deux futurs favoris aux élections de 2007 n'en finissent plus de nous attaquer : on ne travaillerait pas assez, on serait implicitement des privilégiés, pas assez performants. Pourtant, le nombre d'heures sup explose, l'administration en demande toujours plus à des collègues dont les problèmes financiers les empêchent de dire non, les problèmes économiques et sociaux des élèves et de leurs familles font augmenter de façon exponentielle les violences, des dizaines de milliers de salariés de l'E.N. sont précarisés, employés à tout faire, un pouvoir d'achat en baisse...

Les bénéfices engendrés par l'éducation n'étant pas chiffrables, il est aisé de mettre en avant les coûts de l'éducation et de s'indigner de leur lourdeur. Encore une fois, on martèle qu'il faut « dégraisser le mammoth », que l'E.N. est responsable du chômage et de la précarité tandis que les gouvernements successifs et le patronat s'emploient à détruire toutes les protections collectives des travailleur(se)s, à faire de l'école une machine à formater de futurs salarié(e)s précaires et soumis, qui doivent s'adapter en permanence car leur destin ne relève que d'eux/elles mêmes, CQFD !

► Démolir le service public

En parallèle au projet de décret De Robien, des « audits de modernisation » commandés par le ministre programment la destruction du service public d'éducation : diminution des heures d'enseignement de 20%, appauvrissement des contenus (socle commun), inégalités du droit à l'éducation (attribution de 20% des enseignements en fonction des « objectifs » et des « performances » des établissements), profs inégalement formés (bivalence s'appuyant sur la compétence en remplacement de la qualification).

Croire que la modification de nos obligations de service en restera là, c'est se voiler la face sur une politique libérale cohérente qui gangrène année après année l'E.N.

C'est la notion même du droit à l'éducation pour tous(tes) qui tend à disparaître au profit de la vision d'une école-entreprise, ne répondant plus à une obligation de service public mais à des impératifs de coût financier.

C'est la casse du statut des enseignant(e)s, soumis à une nouvelle « gouvernance » calquée sur l'entreprise capitaliste. C'est une logique ultra-libérale qu'il faut dénoncer : toujours moins de moyens aux services publics d'un côté, pendant qu'on arrose copieusement patrons, actionnaires et écoles privées de l'autre.





Alternative Libertaire C'est aussi un journal !

Chaque mois, un point de vue libertaire sur l'actualité, les luttes en entreprises, dans la jeunesse... Soutenez l'expression d'une gauche libertaire : disponible auprès des militant(e)s et dans les Relays des gares parisiennes, les correspondances et terminus des métros et RER et les Maisons de la presse.



► Leur barrer la route par la grève et l'action directe !

Il est urgent de barrer la route au décret actuel et au consensus libéral commun à la Droite et au PS...

Aux collègues qui pensent encore qu'il ne s'agit que d'un feu de paille, le directeur de la DPE du ministère rappelait le 31 octobre dernier en s'adressant aux syndicats reçus en audience que « l'avenir [du décret] dépend de [leur] capacité à mettre les personnels dans la rue », après avoir brocardé les notions de qualification et de carrière comme des mots du XIX^{ème} siècle. Le décor est planté.

Si le cadre unitaire de l'intersyndicale nationale est un facteur positif, il nous appartient de s'organiser en assemblées générales d'établissement, de se coordonner à l'échelle départementale pour débattre et agir. C'est la garantie d'un mouvement contrôlé par l'ensemble des enseignant(e)s et représentatif de tous(tes), pour se garder de trahisons de certaines bureaucraties syndicales promptes à arrêter tout mouvement au moindre recul gouvernemental. Les manifestations seront nécessaires mais pas suffisantes comme nous le rappellent amèrement les grèves de 2003, il faudra engager un véritable rapport de force en organisant le plus massivement possible des actions de blocage, d'occupation de locaux (rectorats), d'harcèlement de parlementaires de Droite. Le pouvoir est toujours faible en période électorale, sachons l'utiliser !

Après le 18 décembre, nous devons nous fixer l'objectif d'aller en janvier vers la construction d'un mouvement social qui se batte notamment pour :

- le retrait pur et simple du projet De Robien ;
- la défense de nos garanties statutaires ;
- la titularisation de tous les précaires ;
- l'abrogation de toutes les lois et décrets de flexibilisation et de caporalisation des personnels ;
- le recrutement de personnels titulaires enseignant et d'encadrement à la hauteur des besoins exprimés par les salarié(e)s eux/elles-mêmes !

► Rien à attendre de 2007 : Le changement s'imposera par les luttes !

Pendant que les uns se disputent la gestion prochaine du pouvoir et la manière de faire passer la pilule libérale, nous autres encaissons reculs sur reculs. Quelque soit le prochain président et sa majorité parlementaire sortis des urnes, le changement se construira par nos luttes et notre capacité à les fédérer ! Cela implique de se ré-appropriier collectivement le combat politique et syndical. Pratiquons une démocratie de type autogestionnaire qui favorise la participation de tous(tes) aux décisions dans nos établissements, dans les syndicats, dans la société. Une alternative est possible basée sur la détermination des besoins sociaux et culturels par les travailleurs(euses) qui connaissent mieux que quiconque la réalité de ce qu'ils/elles vivent.

Enseignant(e)s, contribuons par nos luttes à une éducation émancipatrice et égalitaire, pour une société débarrassée de la loi du profit et d'une démocratie oligarchique qui sert les intérêts d'une minorité.

Pour nous contacter ?

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal Alternative Libertaire

Nom : Prénom :

Mail :

Adresse :

Tél :

18/12/06

Coupon à retourner à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19. Web : www.alternativelibertaire.org